



DSPACE

<https://dspace.org/>

**La construction de la nouvelle capitale politique du
Burundi à Gitega : aménagement urbain, discours sur la
ville et « emblématisation »**

Pasini, Jérémy,; Ngiye, Erasme; Gahungu, Dieudonné

2024-01

Suds, Géographies critiques, perspectives des suds, n° 289

<https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/2364>

La construction de la nouvelle capitale politique du Burundi à Gitega : aménagement urbain, discours sur la ville et « emblématisation »

Jérémy PASINI¹, Erasme NGIYE², Dieudonné GAHUNGU³

Résumé

Depuis 2019, Gitega remplace Bujumbura comme capitale politique du Burundi. Dans ce contexte, l'article interroge les modalités de la transformation des espaces urbains de Gitega et des pratiques et discours collectifs qui y sont associés. Notre hypothèse centrale est que, pour fabriquer la nouvelle capitale, l'État burundais cherche à la distinguer des autres villes en la dotant d'infrastructures et de cadres de vie modernisés, tout en réaffirmant ses fonctions cérémoniales (processus d'« emblématisation »). Notre étude, qui s'appuie sur l'analyse d'entretiens semi-directifs avec des habitants de Gitega (natifs ou fonctionnaires délocalisés), de sources institutionnelles et d'images satellitaires, montre que la ville acquiert progressivement les attributs qui sont pensés par le gouvernement comme ceux relevant d'une capitale (constructions en hauteur, grands équipements, etc.). Toutefois, ces transformations s'accompagnent aussi de tensions sociales : dirigisme des processus d'aménagement urbain, scepticisme et opposition d'une partie de la population, relégation des ménages les plus pauvres en périphérie de la ville. En fait, la fabrique de la nouvelle capitale répond surtout à un processus de renforcement de l'État qui souhaite démontrer sa capacité à

1. Docteur en géographie et géomaticien, chercheur associé au LISST, Toulouse, e-mail : jeremy.pasini@univ-tlse2.fr

2. Docteur en géographie, enseignant chercheur à l'Université du Burundi, Bujumbura, e-mail : erasme.ngiye@ub.edu.bi

3. Docteur en sciences économiques et de gestion, enseignant chercheur à l'Université du Burundi, Bujumbura, e-mail : gahungu.dieudonne10@gmail.com

conduire de grands projets et mettre en scène une sorte de renouveau quelques années après la crise institutionnelle de 2015.

Mots-clés : Gitega, Burundi, capitale politique, aménagement urbain, discours sur la ville, emblématisation

Abstract

In 2019, Gitega replaced Bujumbura as Burundi's political capital. Against this backdrop, this article examines the ways in which Gitega's urban spaces, and the collective practices and discourses associated with them are being transformed. Our central hypothesis is that, in order to create the new capital, the Burundian state is seeking to distinguish it from other cities by equipping it with modernised infrastructure and living environments, while at the same time reaffirming its ceremonial functions (process of 'emblemization'). Our study, which is based on an analysis of semi-structured interviews with inhabitants of Gitega (either natives or civil servants relocated to Gitega), institutional sources, and satellite images, shows that Gitega is gradually acquiring the attributes that the government sees as befitting a capital city (high-rise buildings, major facilities, etc.). However, these transformations are also accompanied by social tensions: dirigisme in the urban planning process, opposition, and scepticism from part of the population, and the relegation of the poorest households to the outskirts of the city. In fact, the creation of the new capital is primarily a response to a process of strengthening the State, which wants to demonstrate its ability to manage major projects and stage a sort of revival just a few years after the institutional crisis of 2015.

Keywords: Gitega, Burundi, capital city, urban planning, discourses about the city, emblemization of the city

Introduction

Depuis leur indépendance, de nombreux pays africains ont choisi de transférer leur capitale du siège historique vers de nouveaux lieux, qu'il s'agisse de villes créées *ex nihilo* ou de villes préexistantes. C'est le cas en Côte d'Ivoire où Yamoussoukro a remplacé Abidjan comme épiscopat politique du pays (Chaléard et Dubresson 1993). C'est également ce qui a été observé en Tanzanie où Dodoma a relayé Dar es-Salaam comme siège des institutions, et au Nigéria où Abuja s'est substituée à Lagos (Abubakar et Doan 2017).

Au Burundi, Gitega a été promue au rang de capitale politique à la suite d'une loi de février 2019⁴. Ce projet s'inscrit toutefois dans une histoire longue.

4. Loi n° 1/04/du 04 février 2019 portant fixation de la capitale politique et de la capitale économique

D'abord, parce que Gitega est depuis longtemps l'un des principaux centres politiques burundais : ancien siège de la royauté⁵, elle héberge à partir de 1912 le siège de la « résidence » coloniale allemande (Chrétien 2016). Ensuite, parce que la relocalisation de la capitale politique à Gitega est envisagée par le président Jean-Baptiste Bagaza dès le milieu des années 1980, au moment des tensions avec le Zaïre de Mobutu⁶. Le projet de transfert de la capitale à Gitega a été relancé par le président Pierre Nkurunziza en 2007, avec, comme justification initiale, la volonté de mieux desservir les populations en établissant les institutions dans un lieu plus central que Bujumbura⁷. La crise de 2015 a accéléré le processus de déplacement de la capitale, du fait des manifestations d'hostilité de la population de Bujumbura à l'égard du régime de Nkurunziza (Ndayiragije 2020). La relocalisation de la capitale à Gitega s'explique ainsi par des raisons géopolitiques et politiques plus qu'économiques.

La relocalisation de la capitale politique burundaise pose la question de la mise en œuvre concrète d'un tel projet, de sa légitimation par le pouvoir et de sa réception par les habitants. Ainsi, la problématique de l'article est la suivante : en quoi consiste la fabrication de la nouvelle capitale politique du Burundi et quels sont les acteurs et moyens qui interviennent dans celle-ci ? En effet, bien que Gitega soit la deuxième ville du pays en population, tout ou presque y est à construire pour en faire une centralité politique de premier plan : bâtiments institutionnels, logements des fonctionnaires délocalisés de Bujumbura, hôtels internationaux, etc. Or, le budget de l'État est très contraint : il repose surtout sur des prélèvements fiscaux internes⁸, difficiles à collecter dans une économie faiblement industrialisée. Par ailleurs, une partie de l'opinion publique se montre sceptique vis-à-vis de la relocalisation de la capitale politique à Gitega. Certains journalistes se demandent même s'il faut « croire ou pas » à ce projet, tant les rencontres diplomatiques, les ambassades et ministères régaliens continuent d'être concentrés à Bujumbura⁹.

De manière générale, il n'existe pas en sciences sociales de champ de recherche spécifiquement dédié à l'étude des villes capitales (Vidal 2017). Cet objet est encore mal circonscrit, comme en témoigne cette définition générale

du Burundi.

5. Entretien avec A.B., mai 2023. Par ailleurs, le tableau 1 en annexe fournit des informations sur les participants à l'enquête.

6. Entretien avec A.B., mai 2023 ; Entretien avec RUER, août 2023.

7. Voir cet article du journal en ligne *AllAfrica* : <https://allafrica.com/stories/200703261020.html> (récupéré le 7 mai 2023).

8. Voir le communiqué de presse de la présidence de la République du Burundi : <https://www.presidence.gov.bi/wp-content/uploads/2022/06/Communique-CM-01-JUIN-2022.pdf> (Récupéré le 7 mai 2023).

9. Voir cet article du journal en ligne *Yaga-Burundi* : <https://www.yaga-burundi.com/2020/gitega-capitale-politique/> (récupéré le 7 mai 2023).

donnée par Antoine Laporte et Christian Montès (2015) : les capitales sont des « espaces urbains, les seuls sur leur territoire, qui incarnent un pouvoir de nature politique ». De plus, les processus conduisant à la détermination de la capitale et à son aménagement ne sont pas toujours documentés, alors qu'il s'agit de sujets stratégiques, voire conflictuels, notamment dans les pays du Sud. L'objectif de l'article est de contribuer à combler cette lacune à partir d'une étude de cas qui questionne les modalités précises de la construction de la capitale politique du Burundi à Gitega. Ainsi, nous chercherons à montrer tout au long de l'article que la ville de Gitega connaît un processus d'émblématisation, contrôlé par l'État mais auquel participe les habitants, et qui vise à doter ce modeste chef-lieu provincial des attributs paysagers, fonctionnels et symboliques lui permettant d'être reconnu, tant nationalement qu'internationalement, comme le nouveau siège du pouvoir burundais. Cette emblématisation soulève toutefois certaines contradictions : le transfert de la capitale à Gitega semble faire double emploi avec certains investissements réalisés récemment dans les bâtiments gouvernementaux à Bujumbura, tandis que les discours sur l'inclusion sociale cachent mal les effets ségrégatifs du projet.

Pour atteindre cet objectif, nous combinons plusieurs méthodes. L'analyse de documents gouvernementaux fournit un aperçu des métamorphoses urbaines en cours ou prévues à Gitega (création de bâtiments institutionnels, de nouveaux quartiers, etc.), ainsi que des conditions de leur réalisation (canaux de financement, modèles urbains suivis, etc.). Elle est complétée par la réalisation d'entretiens avec des habitants de Gitega, ce qui permet de connaître le regard qu'ils portent sur le réaménagement de leur cadre de vie et la façon dont ils participent, par leurs discours et leurs pratiques, à donner du sens et à valider la transformation de leur ville en capitale. Enfin, le dispositif méthodologique s'appuie sur la cartographie, qui nous aide à spatialiser les mutations en cours à Gitega depuis sa nomination comme nouvelle capitale politique.

La démarche générale de l'article peut être qualifiée d'« inductivo-hypothético-déductive » (Cattell 1966). Cette démarche repose sur « l'observation de faits réels ; [...] elle construit ensuite, avec l'aide décisive d'un référent théorique, des hypothèses de travail et [...] enfin, elle teste ces hypothèses grâce à une observation empirique » (Albarelli 2003). Cette posture se base ainsi sur une première étape d'exploration inductive (De Ketele et Roedgiers 1993), fondée sur l'intuition du chercheur qui se positionne comme un « détective » (Cattell 1966), avec pour but de générer une hypothèse en phase avec les phénomènes considérés (De Ketele et Roedgiers 1993), qui est ensuite testée empiriquement. Ce positionnement de recherche explique le plan suivi avec d'abord une présentation du terrain et, à partir de sa description, la construction d'une hypothèse de recherche et d'un cadre d'analyse fondés sur

le concept d’emblématisation. La deuxième partie porte sur la méthodologie d’enquête. Dans un dernier temps, nous évoquerons les principaux résultats de notre recherche.

Du terrain à l’hypothèse de recherche : « capitalisation » et emblématisation de Gitega

La description de Gitega permet de montrer qu’avant sa promotion comme capitale, la ville était un chef-lieu de province tout ce qu’il y a de plus classique au Burundi. Après avoir détaillé les raisons qui ont conduit le pouvoir burundais à désigner ce modeste chef-lieu comme le siège des institutions de l’État, nous nous intéresserons à la manière dont la capitale est pensée et construite en nous appuyant sur le concept d’emblématisation.

Gitega, un modeste chef-lieu désigné capitale d’État

Située à un peu plus de 100 km de Bujumbura par la RN2, Gitega se trouve au cœur du Burundi, à équidistance des frontières congolaises et tanzaniennes. La ville s’est développée dans la zone des plateaux du Kirimiro, dont l’altitude est comprise entre 1 600 et 2 000 m. L’espace urbain est entrecoupé de multiples vallons (Karonga, Muharanga, etc.) mis en valeur par l’agriculture. Cette dernière constitue le principal secteur économique à Gitega, à côté du commerce et de l’artisanat. Le commerce ambulant de denrées alimentaires (maïs, poisson, etc.) et de produits du quotidien (vêtements, chaussures, etc.) fait partie du paysage urbain, de même que les nombreux artisans qui travaillent dans la rue ou à ses abords (coiffeurs, conducteurs de taxi, réparateurs de voiture, etc.). L’industrie est peu développée à Gitega, hormis les quelques usines de déparçage du café et la brasserie Bragita. Centralité dominée par l’agriculture et le commerce, Gitega est également le chef-lieu de l’une des dix-huit provinces burundaises. À ce titre, elle accueille de nombreux services publics de proximité, tels que l’administration provinciale, le tribunal de grande instance et des établissements éducatifs et sanitaires. Gitega dispose aussi de plusieurs établissements privés d’enseignement, comme l’Université polytechnique de Gitega (UPG) et la Gitega international academy (GIA), installés dans la ville avant qu’elle ne devienne la nouvelle capitale politique. Par ailleurs, bien qu’il soit amené à se transformer à brève échéance, le paysage urbain de Gitega reste majoritairement caractérisé par des bâtiments de faible hauteur, construits en matériaux artisanaux (bois, terre cuite, etc.).



Fig. 1. Une vue du centre de Gitega (source : Province de Gitega, 2020).

En fait, avant son élévation au rang de capitale politique, Gitega possède les attributs classiques d'une ville moyenne au Burundi. Ni son profil économique, ni ses infrastructures, ni son paysage ne permettent de la distinguer des villes de taille comparable comme Ngozi ou Rumonge (fig. 2). Certes, Gitega est plus peuplée que ces villes, puisqu'elle est la deuxième ville du pays après Bujumbura avec 237 000 habitants en 2020 (ISTEEBU 2020). Elle est aussi le seul siège d'archevêché au Burundi avec Bujumbura, ce qui en fait un pôle religieux de premier ordre. Cependant, en dehors de ces deux facteurs de différenciation, Gitega est au départ relativement semblable aux autres villes burundaises. Même son histoire ne suffit pas à en faire une cité particulière : s'il est vrai qu'elle fut capitale royale, elle partage toutefois cette singularité avec Muramvya et plusieurs communes plus petites (Bukeye, Mbuye et Kiganda). L'importance prise par Gitega sur le territoire burundais tient en réalité au rôle de l'État, qui l'a choisie pour héberger la capitale, non du fait de son dynamisme économique ou de son héritage historique, mais pour sa position géographique.

Une « capitalisation » justifiée par des raisons politiques et géopolitiques

Trois raisons principales ont encouragé l'État burundais à relocaliser la capitale politique à Gitega. Premièrement, cette relocalisation peut être considérée comme une réaction aux émeutes populaires de 2015 qui s'opposaient au maintien au pouvoir de l'ancien président de la République, Pierre Nkurunziza. Les manifestations contre le troisième mandat présidentiel et les appels au boycott de l'élection de 2015 ont été plus suivis à Bujumbura que nulle part

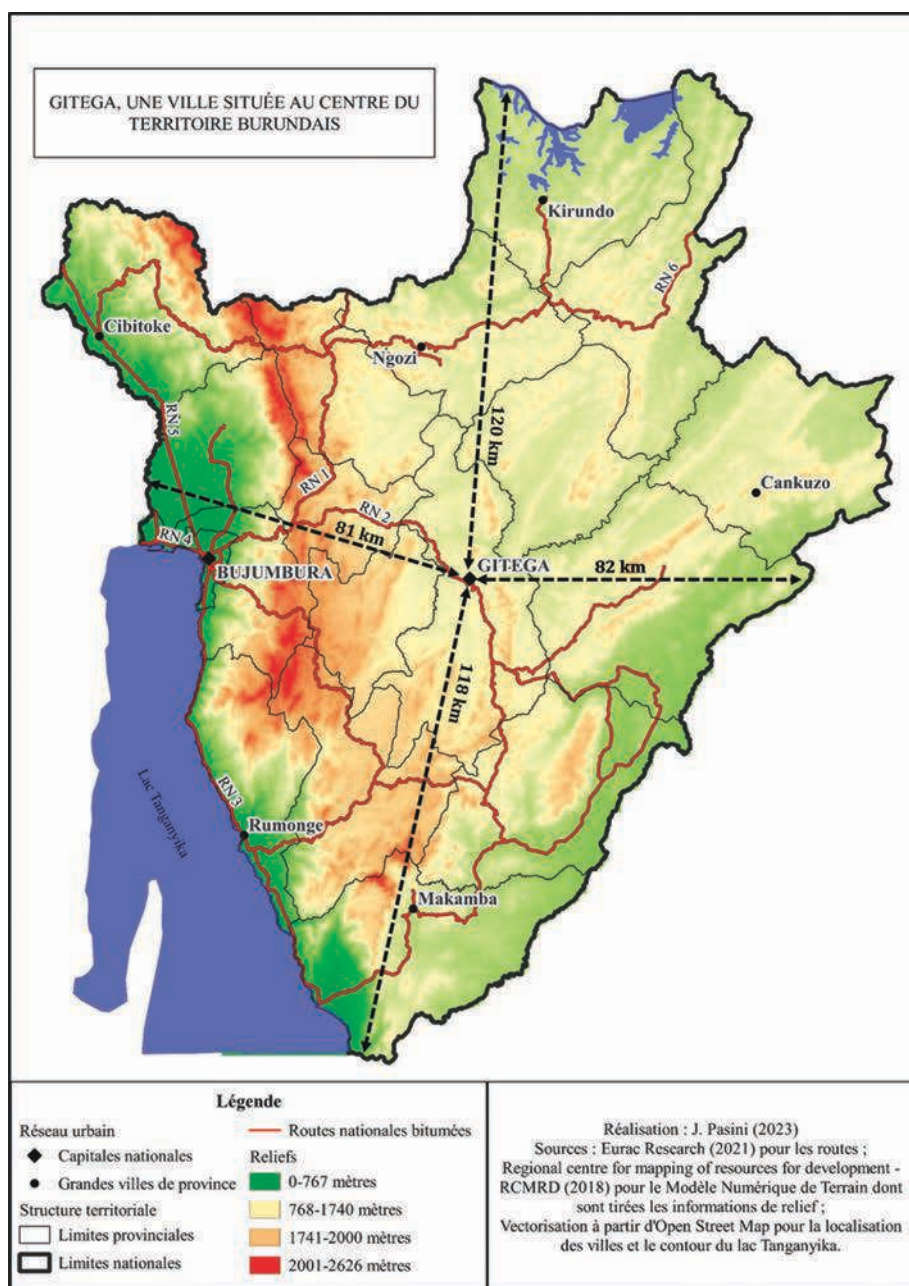


Fig. 2. La centralité de Gitega sur le territoire burundais. Les distances indiquées sur la carte sont orthodromiques (réalisation : Jérémy Pasini, 2023).

ailleurs, faisant d'elle une ville hostile au pouvoir. Deuxièmement, et dans la même logique, le transfert de la capitale à Bujumbura est un moyen de se protéger des menaces extérieures (Ndayiragije 2020). Le régime burundais n'a pas toujours entretenu de bons rapports avec les États limitrophes. Par exemple, la présidence de Jean-Baptiste Bagaza (1976-1987) a été émaillée de conflits frontaliers avec le Zaïre, suite à la découverte de pétrole dans la plaine de la Ruzizi (Parqué 2000). Ces conflits sont à l'origine d'un premier projet de relocalisation de la capitale, qui s'est traduit par la construction d'un quartier de fonctionnaires à Gitega (fig. 3).



Fig. 3. Le quartier administratif construit à Gitega sous la présidence de Jean-Baptiste Bagaza (source : Province de Gitega, 2020).

Aujourd'hui, la menace émane de groupes rebelles burundais qui ont des bases au Sud-Kivu et peuvent facilement mener des actions dans leur pays d'origine. Le Red-Tabara a ainsi orchestré l'attaque qui a eu lieu en septembre 2021 sur l'aéroport international de Bujumbura¹⁰. Ce contexte justifie aux yeux des décideurs burundais le besoin de déplacer la capitale politique dans un lieu plus abrité : si Bujumbura, « située dans une plaine surplombée de collines élevées, serait [...] difficilement défendable en cas d'attaques armées de grande envergure » (Ndayiragije 2020, 24), Gitega apparaît moins vulnérable à de telles attaques grâce à sa distance aux frontières internationales et son altitude (fig. 2). Enfin, le transfert de la capitale politique à Gitega peut être perçu comme une façon de satisfaire les habitants de l'une des provinces les plus importantes en termes de poids électoral et dont quelques natifs,

10. Cette attaque a été relayée par plusieurs médias occidentaux, dont TV5-Monde : <https://information.tv5monde.com/afrique/burundi-une-attaque-contre-laeroport-de-bujumbura-revendiquee-par-un-groupe-rebelle-35179> (récupéré le 3 septembre 2024).

dont le président lui-même, sont des pièces maîtresses du régime en place (Ndayiragije 2020). En installant la capitale politique à Gitega, l'État passe une sorte de pacte avec ses habitants : en contrepartie d'infrastructures neuves et d'un accès facilité aux administrations, il attend d'eux un appui politique. Il s'agit d'une démarche courante en Afrique, où il existe souvent un lien entre la gestion du foncier, l'aménagement urbain et la construction de clientèles favorables au pouvoir en place (Mansion et Broutin 2013).

Nous avons expliqué pourquoi un chef-lieu provincial comme Gitega, dont les caractéristiques sont au départ équivalentes à celles d'autres villes burundaises, a été érigé au rang de capitale politique. Mais au-delà de la réimplantation du pouvoir de l'État d'une ville vers une autre – un processus appelé « capitalisation » par Julien Thorez (2019) – ce qui nous intéresse désormais c'est la manière dont la nouvelle capitale est pensée puis fabriquée concrètement. Quels sont les attributs qui font qu'une ville est reconnue comme une capitale ?

Gitega est construite comme capitale par un processus d'« emblématisation »

Depuis longtemps, les géographes s'intéressent aux enjeux symboliques de l'espace qui est utilisé pour légitimer l'exercice d'une autorité ou peser sur la construction d'une identité collective (Monnet 1998). Bernard Debarbieux (1995) emploie le terme de « synecdoque » pour définir la situation dans laquelle un lieu ou un ensemble de lieux sert à désigner un territoire dans son ensemble. Pour le géographe, les villes capitales correspondent à une forme spécifique de « synecdoque », qu'il appelle les « lieux de condensation ». Ces derniers sont « construits et identifiés par une société qui se donne à voir à travers eux » (Debarbieux 1995, 100). Ils se définissent non seulement par des propriétés matérielles (monumentalité et/ou modernité apportée(s) par l'architecture, l'urbanisme et l'aménagement) qui permettent à la capitale d'apparaître comme la vitrine d'un pays, mais aussi par des pratiques collectives (ils accueillent les temps forts de ce pays, tels les grands défilés, les funérailles nationales, etc.). Dans un contexte différent, puisqu'il se réfère à la rénovation d'une partie des quais historiques de Liverpool, Michel Lussault (2007, 173) recourt au concept d'« emblème spatial » pour décrire « une fraction repérable d'un espace, lui-même identifiable en tant qu'entité signifiante [...] qui, par métonymie, représente et signifie cet espace et les valeurs qui lui sont attribuées ». Il se définit par sa matérialité : il est un « dispositif paysager ou/et un lieu ou/et un monument ». Toutefois, l'« emblème spatial » n'est pas réductible à cette dimension matérielle. En effet, il « n'existe pas sans son

iconographie et les discours et récits qu'elle autorise, médiatisable, comme un stéréotype spatial susceptible de faire sens pour le groupe humain ». Enfin, un lieu n'est jamais dressé en « emblème spatial » par hasard, mais « en raison des buts et des fins que poursuit une société donnée » (Lussault 2007, 174). La fonction symbolique de l'espace urbain existe aussi en Afrique, où Armelle Choplin (2006, 185) explique, à partir des cas de Nouakchott et de Khartoum, que :

La capitale tend progressivement à se confondre avec l'ensemble du pays et se meut en outil utilisé par les régimes successifs pour y mettre en œuvre leurs stratégies [...] Dès lors, les gouvernements s'attachent à soigner « la symbolique » des deux villes et à choisir les messages qu'elles sont susceptibles de renvoyer. L'idéologie politique est désormais territorialisée dans ces deux espaces qui se présentent comme le reflet des rhétoriques hégémoniques qui les ont créées et pensées.

Le point commun entre Bernard Debarbieux, Michel Lussault et Armelle Choplin est de montrer que les lieux à forte valeur symbolique sont des productions sociales. On peut donc en déduire l'existence d'un processus d'emblématisation, entendu comme les étapes, conduites et réalisées par des acteurs, dont l'enchaînement permet d'ériger un lieu (ou un ensemble de lieux) en emblème signifiant pour une population. Partant de là, notre hypothèse centrale est que la fabrique de Gitega comme nouvelle capitale politique du Burundi passe par un processus d'emblématisation. Ce dernier implique plusieurs échelles géographiques. Gitega est constituée en « emblème spatial » à l'échelle du Burundi, c'est-à-dire comme une ville qui se distingue des autres par les institutions, aménités et équipements qu'elle héberge, ainsi que par les pratiques et représentations qu'elle fixe. Le processus d'emblématisation concerne aussi l'échelle intra-urbaine : dans la ville de Gitega, certains lieux sont davantage mis en valeur que d'autres, ce qui provoque une sorte de différenciation spatiale entre des lieux qui servent à magnifier l'État et des lieux plus communs.

Pour analyser ce processus d'emblématisation, trois dimensions analytiques, inspirées des travaux de Bernard Debarbieux (1995), Michel Lussault (2007) et Armelle Choplin (2006), nous semblent pertinentes. Nous allons tout d'abord étudier ce processus à travers son actorialité, c'est-à-dire en documentant les logiques et jeux d'acteurs qui lui sont inhérents. Nous nous intéresserons ensuite à sa matérialité, ce qui reviendra à inventorier, cartographier et analyser les transformations de la morphologie urbaine de Gitega. Nous prêterons enfin attention à sa performativité, ce qui signifie que nous chercherons à établir en quoi les discours et pratiques des habitants de Gitega contribuent à son emblématisation. La figure 4 ci-dessous détaille le

cadre d'analyse, en montrant comment s'articulent le concept, les dimensions analytiques et indicateurs pour les enquêtes de terrain.

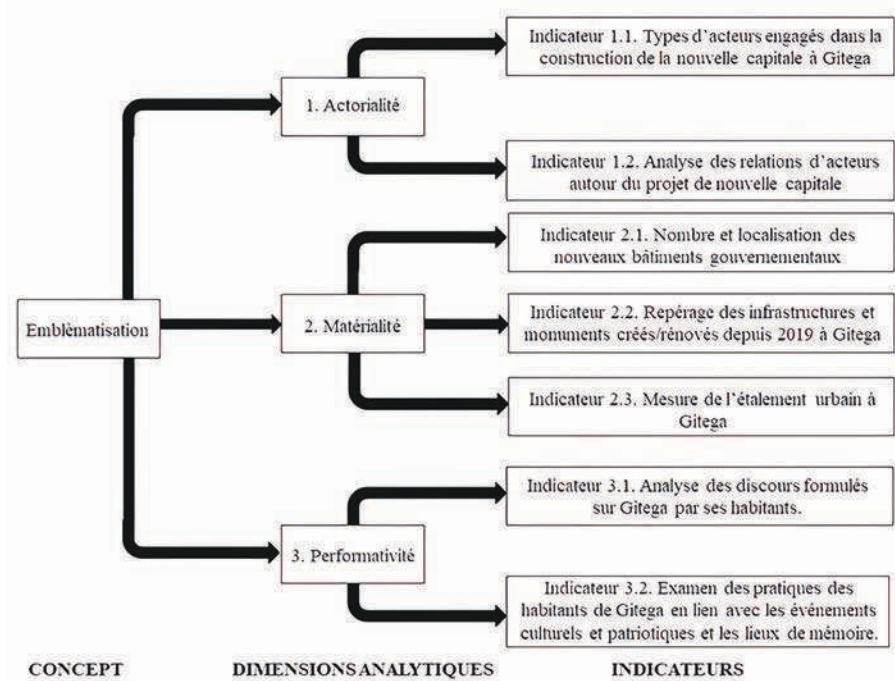


Fig. 4. Un cadre d'analyse fondé sur le concept d'« emblématisation » (réalisation : Jérémy Pasini, 2023)

Approche méthodologique de l'emblématisation de Gitega

Pour tester l'hypothèse de l'emblématisation de Gitega sur le terrain, nous avons élaboré une méthodologie en trois étapes : l'exploitation de documents administratifs, la réalisation d'entretiens et l'analyse cartographique.

Étudier les mutations urbaines à Gitega à partir de sources administratives

Le transfert de la capitale politique de Bujumbura à Gitega s'est traduit par la publication de nombreux rapports, documents stratégiques ou d'urbanisme, décrets et communiqués de presse (voir tab. 2 en annexe). Cette « littérature grise » émane surtout des administrations. Elle est intéressante à explorer car

elle contient des informations qui n'ont pas été publiées ailleurs, avec un bon niveau de détail et une forte proximité avec le terrain (Schöpfel 2015). Elle permet en outre d'obtenir un aperçu sur les projets à venir, grâce aux publications à visée programmatique. Dans un autre registre, les documents administratifs présentent l'avantage d'être publics et d'être aisément accessibles sur Internet. La principale limite de cette source de documentation est qu'elle ne représente que le point de vue de l'État sur les conditions dans lesquelles Gitega est construite en tant que capitale politique.

Toutefois, la balance intérêts/limites penche en faveur de l'utilisation des documents administratifs comme premier niveau d'information. Ces derniers ont servi à réaliser un état des lieux initial des transformations urbaines en cours ou prévues à Gitega (indic. 2.1 à 2.3) et des acteurs impliqués dans ces transformations (indic. 1.1 et 1.2). Nous avons retenu uniquement les documents publiés à partir de 2019, année de l'officialisation du transfert de la capitale à Gitega. Nous avons toutefois fait une exception en intégrant à l'analyse la *Stratégie de relance du développement de la province de Gitega à l'horizon 2030*, qui date de 2018, mais qui fait déjà référence à Gitega comme nouveau siège du pouvoir. Chaque document a fait l'objet d'une fiche de lecture, dans laquelle étaient répertoriées les informations en lien avec les indicateurs du cadre conceptuel.

Des entretiens pour saisir comment les habitants de Gitega contribuent à l'émblématisation de la ville

L'exploitation des sources administratives et législatives nous a aidés à rassembler des données sur la création de nouveaux bâtiments et équipements à Gitega. Cependant, elle ne nous a pas permis de saisir en quoi les habitants s'impliquent dans la fabrication de la nouvelle capitale. Les entretiens avaient donc comme premier objectif de mesurer leur niveau d'adhésion (ou d'opposition) et de contribution à la reconstruction matérielle de la ville (indic. 1.1). Au-delà, la question qui se posait était celle de leur participation à l'émblématisation de Gitega par leurs discours. En effet, comme le rappelle Julien Thorez (2019), la fabrication d'une capitale associe classiquement à l'édification concrète d'un espace urbain la production d'une rhétorique sur la ville. Par conséquent, les entretiens avaient comme deuxième objectif d'explorer comment les habitants donnent du sens au choix de Gitega comme nouvelle capitale politique et aux transformations urbaines qui en découlent (indic. 3.1). Enfin, selon Armelle Choplin (2006), la création d'une capitale est l'occasion de construire et de véhiculer une identité, qui se greffe sur des lieux symboliques choisis par le pouvoir. Dans cette logique, le troisième objectif des entretiens était de

rassembler des témoignages sur les usages que font les habitants de l'espace urbain à Gitega, et la manière dont ces usages s'articulent aux emblèmes et événements identitaires créés par l'État (indic. 3.2).

Pour atteindre ces objectifs, nous avons effectué neuf entretiens semi-directifs. Ils ont été réalisés en face à face au Burundi, à l'été 2023. Ils duraient en moyenne quarante-cinq minutes. Ils ciblaient des habitants de Gitega de longue date et des fonctionnaires récemment délocalisés de Bujumbura à Gitega. Il nous apparaissait en effet probable que l'avis du natif de Gitega, qui a vu sa commune de résidence changer sur la durée, n'était pas le même que celui du fonctionnaire dont les bureaux ont été récemment installés à Gitega. Les entretiens ont été conduits en kirundi, puis retranscrits et traduits en français. Ce choix se justifiait par le fait que beaucoup de Burundais expriment plus facilement leur pensée dans la langue nationale. Le recrutement des participants a reposé sur notre réseau personnel. Cette solution s'est imposée au regard des ressources réduites (temps, budget, etc.) dont nous disposions pour collecter des données sur le terrain. La conséquence est que notre étude s'appuie sur un échantillon non représentatif de la population de Gitega. L'analyse s'est faite à l'aide d'une grille thématique inspirée du cadre conceptuel (fig. 4) et qui nous a servi à classer le contenu des entretiens.

Dans un domaine différent, l'enquête de terrain fut une opportunité pour relever les coordonnées des nouvelles constructions institutionnelles (sénat, ministères) et civiles (stade, hôtels, etc.). Nous avons pu ainsi constituer un fichier géocodé qui nous a ensuite servi pour l'analyse cartographique (indic. 2.2).

Utiliser la cartographie pour spatialiser les mutations urbaines en cours à Gitega

L'analyse cartographique comportait deux phases complémentaires. La première phase a consisté à représenter les bâtiments d'État et équipements urbains achevés depuis 2019 sur un plan de Gitega (indic. 2.1 et 2.2.). Pour ce faire, nous avons utilisé le fichier géocodé issu des relevés de terrain, que nous avons transformé en couche vecteur dans le logiciel QGIS. Nous avons aussi représenté sur la carte les projets prévus sur le long terme, comme la voie ferrée vers Uvinza (Tanzanie) ou certains espaces spécialisés (déchetterie, parcs de logements sociaux). Les données provenaient du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de la ville de Gitega. Le SDAU comportait des plans des infrastructures prévues à Gitega à l'horizon 2050 : certains de

ces plans ont été importés dans QGIS et géoréférencés de manière à pouvoir digitaliser leur contenu.

La seconde phase de l'analyse cartographique visait à évaluer l'étalement urbain de Gitega (indic. 2.3). Pour cela, nous avons adopté une démarche de télédétection. Nous avons exploité deux séries d'images satellitaires, produites par la mission « Sentinel-2¹¹ ». L'une de ces séries remontait au mois d'avril 2019, l'autre au mois d'août 2022. L'objectif était de pouvoir couvrir toute la période depuis la proclamation de Gitega comme capitale politique jusqu'à aujourd'hui, mais cela n'a pas été possible dans la mesure où certaines images, quoique plus récentes, n'étaient pas exploitables en raison d'une couverture nuageuse trop dense. Pour les deux séries d'images satellitaires (2019 et 2022), nous avons effectué une classification des différents types d'occupation du sol présents dans la zone d'étude à partir de leur signature spectrale. Cette classification a permis de distinguer les espaces urbanisés (ceux couverts de toiles, construits en ciment, etc.) des espaces non urbanisés (cultures, forêts, etc.). Le résultat des classifications issues des images de 2019 et 2022 a finalement été intégré à la carte en construction dans QGIS sous forme de rasters. En plaçant la classification de 2019 au-dessus de celle de 2022 sur la carte, nous avons fait apparaître les zones d'extension urbaine apparues entre ces trois années.

Un processus d'emblématisation piloté par l'État et qui exclut une partie de la population de Gitega

Cette partie présente les principaux résultats de l'enquête de terrain. Elle commence par appréhender les jeux d'acteurs dans la construction de la nouvelle capitale politique à Gitega. Puis, nous analyserons les transformations matérielles de la ville avant d'examiner les discours et les pratiques liées au processus d'emblématisation.

La construction de la nouvelle capitale politique à Gitega implique les bailleurs de fonds internationaux, l'État et les habitants

La transformation de Gitega en nouvelle capitale politique fait intervenir des acteurs situés à des échelles différentes (indic. 1.1 et 1.2). À l'échelle

11. Ces images ont été obtenues gratuitement sur le site Internet de l'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS) : <https://earthexplorer.usgs.gov/>

internationale, on trouve des acteurs engagés dans le financement et la conception des infrastructures. Par exemple, la Banque d'import-export d'Inde a accordé en 2019 un crédit de plus de 161 millions de dollars destinés à la construction du palais du Parlement et de plusieurs bâtiments ministériels¹². Cette implication financière de l'Inde au Burundi peut se lire à la fois comme une stratégie diplomatique (accroître et diversifier ses partenaires à l'échelle internationale) et économique (conditionner son aide financière à la réalisation de commandes auprès d'entreprises indiennes). C'est ce qui explique que des entreprises originaires du sous-continent indien, comme CCBA Designs et Shah Technical consultants, aient été sollicitées pour conduire les études préalables des projets du Parlement et des bureaux ministériels de Gitega. Pour cette même raison, le Burundi a accepté que 75 % du matériel utilisé proviennent de fournisseurs indiens¹³.

À l'échelle nationale, on trouve les acteurs qui ont décidé et dirigent la construction de la capitale politique à Gitega. En effet, la décision de déplacer et de recréer le siège du gouvernement à Gitega émane de la présidence de la République. Cette décision a été prise par l'ancien chef de l'État Pierre Nkurunziza, puis appliquée par son successeur, Évariste Ndayishimiye. Les deux présidents appartiennent au même parti (CNDD-FDD), ce qui justifie que le choix de changer de capitale politique n'ait pas été remis en cause au moment de la passation de pouvoir¹⁴. Le président de la République exerce en outre un contrôle direct sur la construction de la nouvelle capitale politique, puisqu'il définit et valide les axes de travail des ministères. La constitution de 2018 prévoit d'ailleurs que « le gouvernement est chargé de la mise en œuvre de la politique de la Nation telle que définie par le président de la République » (art. 136)¹⁵. Le chef de l'État dirige le Conseil des ministres, instance où sont débattus et tranchés de nombreux sujets liés à la nouvelle capitale (planification des infrastructures, extension de ses limites communales, etc.). Cependant, le projet présidentiel de relocalisation et de reconstruction de la capitale à Gitega suscite des critiques de la part d'une partie de la population. Ces critiques, que nous avons explorées grâce aux entretiens de terrain, sont principalement de deux ordres. Une première critique concerne le fait que la réimplantation de la capitale politique à Gitega a été décidée au moment même où s'achevait,

12. Comme l'indique le rapport sur les relations bilatérales Inde-Burundi, indexé dans le tableau 2 et que l'on peut consulter à l'adresse suivante : https://www.mea.gov.in/Portal/ForeignRelation/India_Burundi_bilateral_brief.pdf (récupéré le 3 septembre 2024).

13. D'après un article publié sur le site de l'assemblée nationale du Burundi, que l'on peut consulter à l'adresse suivante : https://assemblee.bi/archive/spip.php?page=imprimer&id_article=2089 (récupéré le 3 septembre 2024).

14. Entretien avec AR.BU, juin 2023.

15. Cet article peut être consulté dans la version dématérialisée de la constitution du Burundi : <http://www.presidente.gov.bi/wp-content/uploads/2018/07/constitution-promulguee-le-7-juin-2018.pdf>

à Bujumbura, la construction d'un nouveau palais présidentiel financé par la Chine¹⁶. Le pouvoir politique est ainsi rendu responsable d'aggraver la dette du Burundi à l'égard des pays tiers et de gaspiller les ressources financières nationales, alors que ces dernières sont déjà sous tension¹⁷. Une seconde critique dénonce les effets négatifs que la réinstallation de la capitale politique à Gitega provoque pour les habitants, comme la hausse du prix des loyers et des produits du quotidien. Les fonctionnaires délocalisés à Gitega sont plus concernés par ces problèmes que les autres parce qu'ils cumulent souvent un domicile pour la semaine à Gitega, et un autre pour le week-end et les vacances à Bujumbura. Cette situation engendre des dépenses nouvelles, non compensées par des hausses de salaire¹⁸. Dans ce cas, la contestation porte sur les difficultés de l'État à prendre en compte les besoins des habitants de Gitega, et spécialement des fonctionnaires qui y sont détachés.

À l'échelle locale, on trouve les acteurs qui interviennent directement dans la réalisation des infrastructures, bâtiments et équipements de la nouvelle capitale. En première ligne, les habitants participent aux travaux en cours à Gitega. Ils y sont incités par la constitution de 2018, qui stipule que « tout Burundais a le devoir de contribuer par son travail à la construction et la prospérité du pays » (art. 74)¹⁹. Ils y sont aussi encouragés par les autorités provinciales et associations de natifs de Gitega à l'occasion de réunions visant à impliquer davantage la société civile dans le développement local²⁰. La contribution aux travaux de reconstruction de Gitega est ainsi perçue comme un devoir civique. Elle est en outre vue comme un moyen de signifier son attachement à la ville, voire au Burundi en général, puisque des citoyens originaires d'autres provinces y consentent aussi²¹. La participation des citoyens à la construction matérielle de Gitega diffère selon leurs moyens financiers. Les populations moins aisées s'impliquent surtout par le biais des travaux communautaires qui consistent à donner de son temps pour aider à réaliser des équipements publics. Les élites sociales, politiques et économiques sont aussi concernées par les travaux communautaires. Ces derniers font même l'objet de mises en scène,

16. Entretien avec ENDU, août 2023.

17. Même s'ils connaissent une amélioration en 2023 par rapport à 2022, les indicateurs de l'économie burundaise restent globalement en berne selon la Banque mondiale : croissance du PIB limitée (2,7 % en 2023), déficit budgétaire important (7,7 % du PIB), déficit de la balance courante (13,9 % du PIB), etc. Ces chiffres peuvent être consultés sur le site de la Banque mondiale : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burundi/overview>

18. Entretien avec KAJE, août 2023.

19. Cet article peut être consulté dans la version dématérialisée de la Constitution du Burundi : <http://www.presidence.gov.bi/wp-content/uploads/2018/07/constitution-promulguee-le-7-juin-2018.pdf>

20. Se reporter à cet article publié sur le site de la province de Gitega : <http://www.provincegitega.gov.bi/index.php/81-actualites/897-burundi-les-natifs-de-gitega-reiterent-leur-ferme-engagement-dans-la-contribution-du-developpement>

21. Entretien avec A.B., mai 2023.

comme lorsqu'en avril 2022, le chef de l'État et une partie de son cabinet ont pris part aux travaux du nouveau palais présidentiel²². Sa participation aux travaux communautaires lui permet de se présenter comme un « patriarche bienveillant », soucieux du développement du pays, ce qui accroît sa popularité et légitime sa position (Paviotti 2019). En plus des travaux communautaires, les élites sont invitées à financer une partie des travaux et/ou le matériel nécessaire à leur achèvement. L'un de nos informateurs confirme ainsi avoir « fait un don pour le palais présidentiel de Gitega »²³.

Distinguer Gitega des autres villes par son urbanisme et ses infrastructures

La localisation des infrastructures achevées depuis 2019, l'analyse des documents d'urbanisme et les entretiens réalisés sur le terrain nous permettent d'appréhender les dynamiques d'aménagement en cours à Gitega (indic. 2.1 à 2.3). Dans le centre-ville, la tendance est au remplacement du bâti ancien (parfois d'origine coloniale) par des constructions neuves d'au moins six étages (habitations privées, hôtels, etc.). La construction de la nouvelle capitale est considérée comme un outil de projection de la nation burundaise dans le XXI^e siècle : elle se fait par rupture avec le passé architectural de la ville (fig. 5). Celle-ci se traduit notamment par le recours au béton, à l'acier, au verre (perçement de grandes baies vitrées).



Fig. 5. Construction d'un hôtel à plusieurs étages et utilisant des matériaux tels que le béton et le verre (source : Erasme Ngiye, 2023).

22. Comme l'indique cette source journalistique : <https://rtnb.bi/fr/art.php?idapi=6/1/2> (récupéré le 3 septembre 2024).

23. Entretien avec AB, mai 2023.

Or, ces matières sont chargées de représentations sociales. Par exemple, le béton est vu comme un matériau moderne, par contraste avec les constructions en terre ou en bois qui évoquent plutôt les zones rurales. Les constructions en béton sont donc auréolées de représentations positives, alors qu'elles ne sont pas adaptées aux climats chauds et humides des zones tropicales (Choplin 2020).

La reconstruction des bâtiments repose sur les propriétaires actuels, qui ont l'obligation de « renouveler ou réhabiliter leurs habitations afin de se conformer aux [nouvelles] normes » d'urbanisme. S'ils ne le peuvent pas, faute d'argent, ils doivent « vendre ou s'associer à ceux qui ont plus de moyens financiers²⁴ », ce qui peut conduire à l'éviction de certaines populations économiquement fragiles. Par conséquent, la modernisation du cœur de Gitega est conduite avec un certain dirigisme. Il est d'ailleurs ressenti par certaines personnes interviewées sur le terrain, à l'image de cet habitant qui affirme que « pour construire une maison en ville, il faut d'abord avoir une permission de l'OBuha »²⁵. L'Office burundais de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction (OBuha) s'assure que chaque projet de construction individuelle respecte les normes prescrites par le SDAU en termes de hauteur de bâtiment et d'usages du sol (puisque certaines zones sont réservées par le SDAU à d'autres usages que l'habitation : zone industrielle, zone devant accueillir les institutions gouvernementales, etc.). De cette manière, l'État parvient à contrôler la transformation urbaine de Gitega afin d'en faire une vitrine reconnue au niveau national et international.

La relégation des populations précaires se lit aussi à travers la politique du logement social. Le SDAU²⁶ de Gitega définit la future capitale comme une « ville inclusive », où tous les habitants pourront trouver « les moyens de leur développement personnel ». Dans cette perspective, le SDAU prévoit la construction massive de logements sociaux. La question du logement des populations les plus pauvres y est explicitement abordée : « Un des enjeux majeurs des prochaines années sera de permettre l'accession des couches plus modestes à des logements abordables. » Toutefois, les programmes de logements sociaux sont prévus en périphérie de la ville, soulignant une mise à l'écart physique et symbolique des populations les moins aisées. Les logements sociaux sont en effet programmés à Rugari (est de Gitega), Mungwa (sud-ouest de Gitega) et Rukoba (nord de Gitega), dans des localités tellement éloignées qu'elles

24. Ce document stratégique, indexé au tableau 1, peut être consulté sur le site de la province de Gitega : http://www.provincegitega.gov.bi/images/Strat%C3%A9gie_de_relance_du_d%C3%A9veloppement_de_la_Province_de_GITEGA_%C3%A0_l'horizon_2030-ilovepdf-compressed.pdf

25. Entretien avec GIB, août 2023.

26. Le SDAU, indexé au tableau 1, peut être consulté ici : https://drive.google.com/file/d/1EFfocdrS_FiwJYgSp5xJya6hSOhocYBP/view

n'appartenaient pas au périmètre urbain de Gitega avant un décret présidentiel daté de 2022²⁷. Pire, certains de ces quartiers de logements sociaux se trouvent à proximité de sources de pollution et de nuisance. À Rugari par exemple, les logements sociaux jouxteront une voie ferrée et une déchetterie (fig. 6).

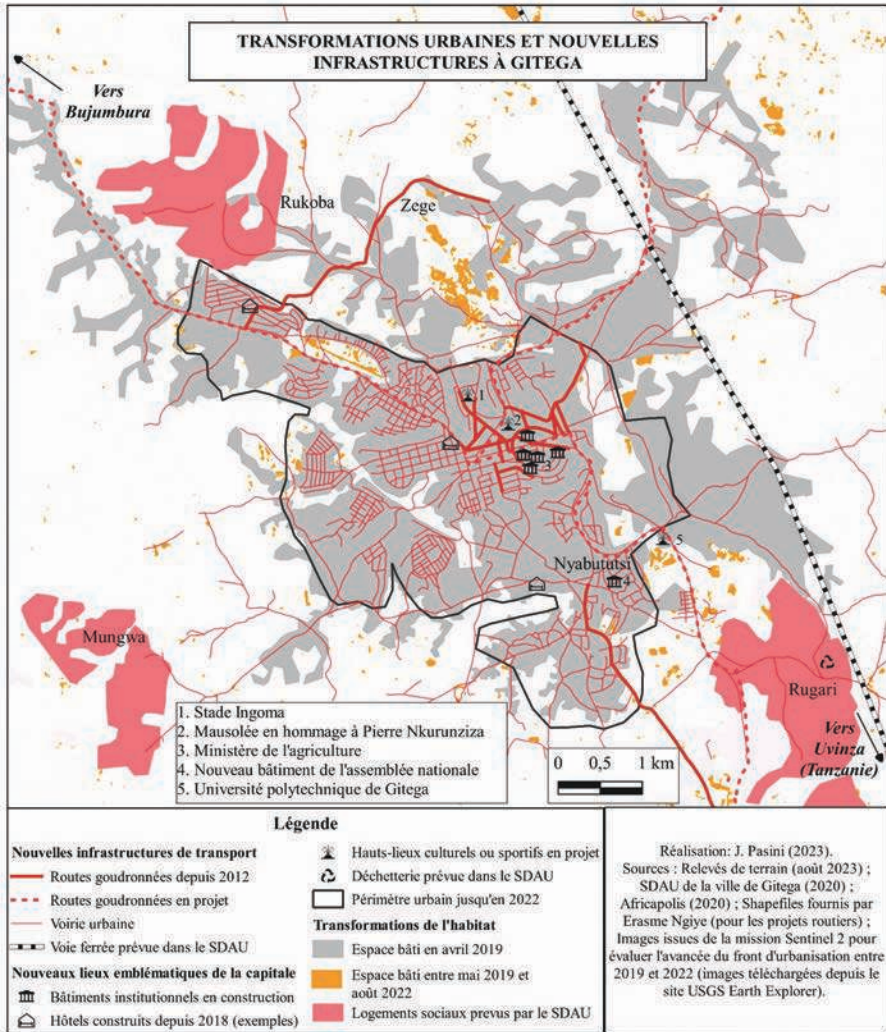


Fig. 6. La transformation matérielle de Gitega (réalisation : Jérémy Pasini, 2023).

27. D'après le décret n° 100/010 du 31/01/2022 portant périmètre de la ville de Gitega à l'horizon 2050, accessible ici : <https://www.presidence.gov.bi/wp-content/uploads/2022/02/Decret-portant-Perimetre-de-la-Ville-de-Gitega-a-l-Horizon.pdf>

Toujours en périphérie, des lotissements sont prévus à Zege (nord de Gitega), Bwoga (nord-ouest de Gitega) ou encore Karera (ouest de Gitega). Certains lotissements sont déjà en cours de construction, comme à Zege, ce qui témoigne du développement horizontal de Gitega (indic. 2.3). Le cas de Zege est intéressant dans la mesure où il nous renseigne sur la vision de la capitale que souhaitent construire l'État et les partenaires privés qui l'accompagnent. Initialement, ce quartier situé sur une colline était retenu pour la création d'un vaste programme immobilier nommé « Come and See Burundi Village » (CSBu Village), du nom de l'entreprise à l'origine du projet. Ce dernier devait comporter quatre-vingt-dix habitations de forme et taille identiques, situées dans un complexe fermé et doté de caméras de vidéosurveillance. Le prix d'une maison de quatre niveaux dans le CSBu Village s'élevait à 442 millions de francs burundais (soit environ 142 000 euros au cours actuel)²⁸. Si le CSBu Village n'a finalement pas été réalisé à Gitega mais à Bujumbura, il est clair qu'il s'adressait à une population plutôt aisée. Le caractère élitiste du développement résidentiel de Zege n'a toutefois pas disparu. Au cours d'une réunion en juillet 2022, le gouverneur de la province de Gitega a indiqué que ceux qui ne possèdent pas les moyens de bâtir leur maison à Zege selon les normes architecturales prescrites par le SDAU doivent se reporter vers d'autres zones, sans d'ailleurs préciser lesquelles²⁹. Dans la même logique, le ministre des Infrastructures a lancé un ultimatum aux acquéreurs d'une parcelle dans la zone de Zege, qui ont un mois pour démarrer le chantier de leur maison sous peine d'expropriation³⁰. Les pouvoirs publics burundais ont opté pour une stratégie qui relève du *fast urbanism*, qui consiste à favoriser des transformations promptes et visibles de l'espace urbain pour légitimer leur action. L'un de nos informateurs sur le terrain a d'ailleurs validé ce constat, en affirmant que « la vitesse de transformation de Gitega est vertigineuse » ou encore que « l'évolution de Gitega est aujourd'hui plus rapide que celle de Bujumbura »³¹. La conséquence de cette stratégie est l'apparition à un rythme élevé de pavillons individuels cossus. Le recours à des matériaux comme le ciment – dont les prix ont augmenté ces dernières années au Burundi³² – et la surface des habitations témoignent d'un niveau économique au-dessus de la moyenne (fig. 7).

28. Des détails sur le projet CSBu Village peuvent être obtenus ici : <https://www.iwacu-burundi.org/gitega-le-voile-enfin-leve/>

29. Le compte-rendu de cette réunion est disponible ici : <http://www.provincegitega.gov.bi/index.php/82-actualites-droite/1020-les-parcelles-non-baties-dans-la-ville-de-gitega-doivent-etre-rendu-dans-les-mains-du-gouvernement>

30. Cet ultimatum a fait l'objet d'un article sur le site web de la province de Gitega : <http://province-gitega.gov.bi/index.php/82-actualites-droite/979-les-acquereurs-des-parcelles-non-construits-dans-les-sites-viabilisees-sont-avertis>

31. Entretien avec A.B., août 2023.

32. Par exemple, le sac de 50 kg de ciment de marque Buceco a augmenté de 3 000 francs burundais en 2022 selon cet article de presse : <https://www.iwacu-burundi.org/les-prix-du-ciment-buceco-revus-a-la-hausse-labuco-indignee/>



Fig. 7. Construction en cours de finalisation à Zege. Noter le recours au béton (gauche de l'image) et/ou la superficie des habitations (à droite de l'image). Source : Erasme Ngiye, 2023.

En ce qui concerne les bâtiments institutionnels, les relevés de terrain ont montré que six d'entre eux étaient achevés ou en cours d'achèvement à l'été 2023 : l'Assemblée nationale, le Sénat, un bâtiment annexe abritant les bureaux du Sénat, le ministère de l'Agriculture, le palais présidentiel et le siège de l'OBuha (indic. 2.1). D'autres institutions devraient être hébergées à Gitega d'ici quelques années, comme le ministère de l'Intérieur. Les quelques bâtiments institutionnels terminés ou en voie de l'être se concentrent dans le centre de Gitega (fig. 6). Certains bâtiments devraient aussi se situer en périphérie (à l'image de l'Assemblée nationale, dont le siège sera situé à Nyabututsi, au sud de la ville), où les réserves foncières sont plus importantes. Toutefois, tous ces bâtiments institutionnels ont un point commun, quelle que soit leur localisation : ils seront tous voisins de zones de logements classés « haut standing » par le SDAU, tandis que la future assemblée nationale jouxtera le quartier d'affaires sud. Ces proximités répondent d'abord aux besoins concrets des fonctionnaires et élus (accès simplifié à des habitations de qualité, dialogue plus facile avec les entrepreneurs, etc.), mais elles traduisent aussi, sur le plan symbolique, une sorte de connivence entre l'exécutif d'une part et les élites sociales et économiques d'autre part.

Enfin, de nombreuses infrastructures ont été réhabilitées ou créées depuis la fixation de la capitale politique à Gitega (indic. 2.2). Ainsi, depuis 2012, c'est plus de 12 km de linéaire routier qui ont été restaurés, avec une accélération des chantiers ces cinq dernières années. Une partie de la voirie urbaine de Gitega (environ 9 km de linéaire) a ainsi été réhabilitée entre septembre 2018

et février 2019. Cette réhabilitation a été assurée par Sogea-Satom³³, une filiale de Vinci, ce qui confirme l'importance des grands groupes étrangers dans la construction matérielle de Gitega. L'intervention de ces groupes étrangers dans la réhabilitation de routes à Gitega s'explique par les difficultés rencontrées par les entreprises burundaises dans la conduite de chantiers d'envergure. Ainsi, les travaux de pavage d'une route à Magarama, à l'ouest de Gitega, accusaient un an et demi de retard en avril 2023. Selon la presse, qui s'est fait écho de la situation, l'entreprise locale chargée des travaux ne disposerait ni des moyens financiers ni du matériel nécessaires³⁴.

Dans le même temps, l'offre en services de santé et d'éducation a été élargie. D'après l'annuaire statistique du Burundi, le nombre d'hôpitaux à Gitega a doublé entre 2018 et 2021 (leur nombre est passé de 11 à 22), un rythme de croissance qui ne se retrouve qu'à Bujumbura. Ce sont en fait surtout les hôpitaux privés (2 en 2018, 10 en 2021) qui se sont multipliés, tandis que le nombre d'hôpitaux publics a stagné à 2. Il s'agit là encore d'une singularité qui ne se retrouve qu'à Bujumbura, et qui montre le poids des acteurs non-étatiques dans la construction des infrastructures. Selon la même source, le nombre d'écoles fondamentales en province de Gitega est passé de 340 à 352 entre 2018 et 2021 – contre une école en plus en province de Ngozi et deux en plus dans celle de Muramvya par exemple (ISTEEBU 2023). Par ailleurs, l'extension de l'université polytechnique de Gitega (UPG) est significative car elle contribue à renforcer l'image de la ville comme pôle académique de premier plan. Cette extension devrait permettre d' étoffer l'offre de formation (ouverture de cursus en médecine, en hôtellerie et tourisme, etc.) et d'accroître le nombre d'étudiants (pour l'instant évalué à 1 550)³⁵, donc de concurrencer à termes les autres universités burundaises.

Enfin, l'emblématisation de Gitega s'accompagne de la construction ou de la rénovation de lieux symboliques tels que le musée national, le mausolée de l'ancien président Pierre Nkurunziza ou le stade Ingoma. Si l'agrandissement du musée national de Gitega n'a pas encore débuté³⁶, le mausolée en

33. D'après un article publié sur le site de la Sogea-Satom : <https://www.constructioncayola.com/infrastructures/article/2018/09/24/120837/burundi-sogeeatom-renove-reseau-routier> (récupéré le 3 septembre 2024).

34. D'après un article du média en ligne *Iwacu* : <https://www.iwacu-burundi.org/region-centre-gitega-magarama-quand-les-travaux-prevus-pour-6-mois-totalisent-2-ans-sans-etre-acheves/>.

35. Se reporter aux pages 13 et 26 de la *Stratégie de relance du développement de la province de Gitega à l'horizon 2030* : http://www.provincegitega.gov.bi/images/Strat%C3%A9gie_de_relance_du_d%C3%A9veloppement_de_la_Province_de_GITEGA_%C3%A0_l'horizon_2030-ilovepdf-compressed.pdf

36. Se reporter à la page 25 de la *Stratégie de relance du développement de la province de Gitega à l'horizon 2030* : http://www.provincegitega.gov.bi/images/Strat%C3%A9gie_de_relance_du_d%C3%A9veloppement_de_la_Province_de_GITEGA_%C3%A0_l'horizon_2030-ilovepdf-compressed.pdf

l'honneur de Pierre Nkurunziza a été construit à partir de 2020 dans le quartier de Musinzira (nord-est de Gitega), sur un site initialement occupé par un monument en mémoire des victimes des génocides et des guerres³⁷. Le stade Ingoma fait quant à lui l'objet de travaux visant à accroître sa capacité d'accueil (construction de nouvelles tribunes, création d'un parking, etc.), en lien avec les nombreux événements patriotiques et culturels qui y sont organisés.



Fig. 8. Route en cours de bitumage près du Cercle de Gitega, en centre-ville (source : Erasme Ngiye, 2023).



Fig. 9. Le mausolée construit en l'honneur de l'ancien président Pierre Nkurunziza (source : Erasme Ngiye, 2023).

37. D'après une information issue d'un média indépendant : <https://www.sosmediasburundi.org/sos-media-burundi-accueil/>

Des discours et pratiques qui contribuent à l'émblématisation de Gitega

Parallèlement à la construction matérielle de Gitega, les habitants diffusent des discours qui contribuent à produire et à renforcer le statut de capitale de la ville (on retrouve ici la notion de « performativité » du cadre d'analyse). Le transfert du siège du gouvernement de Bujumbura à Gitega est même présenté comme évident par la plus grande partie des participants à l'enquête. Ainsi, pour cinq personnes sur neuf, ce transfert est justifié par la position géographique centrale de Gitega. En effet, alors que Bujumbura est située à l'ouest du Burundi et n'est pas facilement accessible aux habitants de Kirundo, Cankuzo ou Makamba (fig. 2), la position de Gitega au cœur du pays lui permet d'être atteignable depuis les régions les plus excentrées³⁸. De plus, deux participants à l'enquête ont mis en avant le fait que le déménagement des institutions politiques à Gitega répond à un besoin de rééquilibrage du territoire burundais, dont le développement a jusqu'à présent surtout profité à l'agglomération de Bujumbura³⁹. En définitive, pour les personnes rencontrées sur le terrain, reconstruire la capitale politique à Gitega constitue un levier de justice spatiale, dans la mesure où elle aide à rapprocher les services et équipements publics de populations qui en étaient auparavant éloignées. Gitega deviendrait ainsi la capitale de tous les Burundais, alors que Bujumbura est parfois appréhendée comme la métropole d'une minorité :

Bien sûr, les habitants des quartiers centraux de Bujumbura sont moins heureux de ce transfert. Avec le départ des principales administrations du pays, ils perdent une manne financière importante. Ils perdent par exemple la possibilité de louer leurs biens aux administrations⁴⁰.

Dans un registre différent, deux personnes sur neuf légitiment la reconstruction de la capitale politique à Gitega par l'histoire. Dans la mesure où la ville a déjà exercé le rôle de capitale au cours du XX^e siècle, la relocalisation actuelle ne serait qu'un « retour » des institutions à leur siège historique⁴¹. Cette historicité de Gitega comme capitale politique transparaît aussi dans les représentations des personnes que nous avons interviewées. Gitega est souvent présentée comme une cité ancienne. Les références au passé royal de la ville sont fréquentes dans nos entretiens (cinq entretiens sur neuf). Gitega est ainsi régulièrement perçue comme la « capitale du tambour » (trois entretiens sur neuf). Or, l'héritage monarchique de la ville et la musique des tambourinaires

38. Entretien avec A.B., mai 2023 ; entretien avec FJDD, août 2023.

39. Entretien avec JBN, juillet 2023 ; entretien avec RUER, août 2023.

40. Entretien avec A.B., mai 2023.

41. Entretien avec GIB, août 2023.

sont étroitement liés. Remontant au XVII^e siècle, la tradition du tambour symbolisait dans le Burundi monarchique le caractère sacré et intemporel de la royauté. L'expression « monter sur l'*ingoma* » (*ingoma* veut dire tambour en kirundi) était d'ailleurs utilisée lorsqu'un nouveau roi accédait au pouvoir. En 2014, la musique des tambourinaires a été consacrée au niveau international par un classement au patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO. Elle a aussi été érigée au niveau national en symbole d'un Burundi authentique et uni. La musique des tambourinaires est célébrée chaque année par des festivals, dont une partie se déroule à Gitega. L'image de la ville comme capitale s'en trouve renforcée, puisque associée à une tradition multiséculaire. Par comparaison, Bujumbura ne bénéficie pas de la même aura dans les discours. Elle est dépeinte comme la plus grande ville du Burundi et comme le « poumon des affaires économiques »⁴². Les entretiens valorisent Bujumbura pour son rang dans la hiérarchie urbaine et ses fonctions commerciales, non comme lieu où s'enracine l'identité nationale.

En plus des discours, les pratiques des habitants contribuent aussi à faire émerger Gitega comme ville-capitale (indic. 3.2). Nous avons vu plus haut que la reconstruction de Gitega s'accompagne de la création ou de la rénovation de monuments et lieux symboliques (voir la fin du paragraphe 3.2.). Or, à en croire les entretiens, ces derniers sont appropriés par les résidents qui s'y rendent dans le cadre de sorties individuelles, en famille ou dans le cadre scolaire. Le musée national, le château Baumann (qui fut le siège de l'administration coloniale allemande) et le mausolée du président Pierre Nkurunziza sont même cités comme les lieux les plus emblématiques de Gitega parce qu'ils sont « les plus visités »⁴³. Par exemple, le musée national de Gitega a reçu 2400 visiteurs entre janvier et septembre 2023. L'existence de ce musée et sa fréquentation participent de l'emblématisation de Gitega dans la mesure où elle conforte sa fonction de haut-lieu mémoriel, où l'histoire, les grands hommes et les traditions burundaises sont exaltés. Par ailleurs, le stade Ingoma accueille de nombreux événements patriotiques et culturels : en juillet 2023, les célébrations du 61^e anniversaire de l'indépendance du Burundi ont eu lieu dans ce stade ; des festivals dédiés à la musique des tambourinaires y sont aussi été organisés. Ces événements attirent un public nombreux et incarnent le rassemblement de la nation. Ils concourent ainsi à concrétiser le statut de capitale de Gitega, car la fonction première d'une telle ville est « d'unifier l'État » (Sanguin 1978, 284).

42. Entretien avec ENDU, août 2023.

43. Entretien avec NV.VIC, août 2023.

Conclusion

Dans cet article, l'objectif était d'étudier les conditions de la construction de la nouvelle capitale administrative du Burundi. Nous sommes partis de l'hypothèse que la transformation de Gitega repose sur un processus d'emblématisation, qui vise à la différencier des autres villes du pays par son paysage monumental, ses équipements modernes, ses lieux symboliques et les discours et pratiques qui s'y greffent.

L'emblématisation de Gitega repose sur deux processus interreliés. Elle passe d'une part par l'aménagement et le réagencement de l'espace urbain, qui se traduit par l'application de nouvelles règles d'urbanisme (hauteur des bâtiments, séparation des habitations en fonction de leur standing, etc.) et la création ou la réhabilitation de bâtiments, d'infrastructures et d'équipements publics (palais du Parlement, voies rapides, hôpitaux, etc.). D'autre part, l'emblématisation de Gitega est assurée par les discours et pratiques de ses habitants. La rhétorique, développée dans plusieurs de nos entretiens, sur la position centrale et l'historicité de Gitega permet de valider *a posteriori* la décision du président de la République d'en faire l'un des hauts-lieux du territoire burundais. Par ailleurs, la participation des habitants aux manifestations culturelles et patriotiques organisées à Gitega et leur fréquentation des lieux de mémoire contribue à façonner la ville comme lieu où se condense toute l'identité burundaise.

Dans un registre différent, notre recherche montre que l'emblématisation de Gitega représente une occasion pour le président de la République de se présenter comme le bâtisseur de la nation, ce qui consolide en retour sa stature d'homme d'État. La reconstruction de Gitega lui permet en effet de faire la preuve de son pouvoir. Il est non seulement à l'origine du projet, mais exerce aussi un contrôle sur les ministères responsables de sa mise en œuvre. C'est encore le président de la République qui négocie avec les partenaires étrangers l'obtention des crédits nécessaires à la transformation de Gitega. C'est aussi lui qui tente de mobiliser la population en montrant l'exemple de sa participation personnelle aux travaux de construction de la ville. Par cette omniprésence à toutes les étapes de la fabrication de la nouvelle capitale, le chef de l'État cherche à s'imposer comme le leader de l'émergence du pays.

Cependant, la transformation de Gitega en ville-capitale s'effectue au détriment des plus pauvres. Dans la mesure où ces derniers ne peuvent pas financer les constructions en hauteur imposées par le pouvoir et où les logements sociaux prévus sont situés en périphérie, leur droit à habiter la ville est remis en cause. Sur ce point, Gitega constitue un exemple supplémentaire des

dynamiques d'exclusion sociale et spatiale qui accompagnent les mégaprojets urbains en Afrique subsaharienne et qui ont été documentées par d'autres études (Adama 2018, Choplin 2020).

Bibliographie

Abubakar I R., Doan P R. 2017. Building New Capital Cities in Africa: Lessons for New Satellite Towns in Developing Countries. *African Studies* 76(4), 1-20.

Adama O. 2018. Urban Imaginaries: Funding Mega Infrastructure Projects in Lagos, Nigeria. *Geojournal* 83, 257-274.

Albarelo L. 2003. *Devenir praticien-chercheur*. Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur.

Cattell R. 1966. *Handbook of Multivariate Experimental Psychology*. Chicago, Rand MacNally.

Chaléard J-L, Dubresson A. 1993. Yamoussoukro ou l'ivoirité d'une mégalomanie, *Cahiers de Fontenay* 69-70, 173-189.

Choplin A. 2006. *Fabriquer des villes capitales entre monde arabe et Afrique noire : Nouakchott (Mauritanie) et Khartoum (Soudan), étude comparée*. Paris, université Panthéon-Sorbonne - Paris I, thèse non publiée.

Choplin A. 2020. *La vie du ciment en Afrique. Matière grise de l'urbain*. Genève, MétisPresses.

Chrétien J P. 2016. La guerre de 1914-1918 au Burundi. Le vécu local d'un conflit mondial, *Outre-Mers* 390-391, 127-151.

Debarbieux B. 1995. Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique. *L'Espace géographique* 24(2), 97- 112.

De Ketele J-M, Roedgiers X. 1993. *Méthodologie du recueil d'information. Fondements des méthodes d'observation, de questionnaire, d'interview et d'études de documents*. Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur.

ISTEEBU. 2020. Projections démographiques au niveau communal 2010-2050. <https://dataspace.princeton.edu/handle/88435/dsp018c97kt561> (récupéré le 9 octobre 2023).

ISTEEBU. 2023. Annuaire statistique du Burundi 2021, <https://www.insbu.bi/wp-content/uploads/2023/04/Annuaire-Statistique-du-Burundi-2021vf.pdf> (récupéré le 10 avril 2024).

Laporte A, Montès Ch. 2015. Les capitales : échelles, trajectoires, pratiques. *Géocarrefour* 90(2), 97-101.

Lussault M. 2007. *L'Homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*. Paris, Seuil.

Mansion A, Broutin C. 2013. Quelles politiques foncières en Afrique subsaharienne ? Défis, acteurs et initiatives contemporaines, in *Déméter 2014 : économie et stratégies agricoles*. Paris, Club Déméter, 159-180.

Monnet J. 1998. La symbolique des lieux : pour une géographie des relations entre espace, pouvoir et identité, *Cybergeo : European Journal of Geography*, <https://doi.org/10.4000/cybergeo.5316> (récupéré le 19 juin 2023).

Ndayiragije R. 2020. Burundi, in Reyntjens F. *Chroniques politiques de l'Afrique des Grands Lacs 2019*. Anvers, University Press Antwerp, 9-36.

Parqué V. 2000. Conflits burundais et théorie des relations internationales, étude de cas, in Stefaan M., Reyntjens F. (éds.) *L'Afrique des Grands Lacs : annuaire 2000-2001*. Paris, L'Harmattan, 53-74.

Paviotti A. 2019. *Du président populaire au président sacré. La sacralisation de la figure présidentielle au Burundi*. Paris, IFRI.

Schöpfel J. 2015. Littérature « grise » : de l'ombre à la lumière. *I2D - Information, données & documents* 1, 28-29.

Sanguin A-L. 1978. Une capitale pour l'Europe ? Essai prospectif en géographie politique. *L'Espace géographique* 4, 281-290.

Thorez J. 2019. Le développement de la nouvelle capitale du Kazakhstan, Astana / Nur-Sultan (1998-2018) : croissance, capitalisation et normalisation. *Cybergeo : Revue européenne de géographie*, <https://journals.openedition.org/cybergeo/32223> (Récupéré le 06 juin 2023).

Vidal L. 2017. *Capitales rêvées, capitales abandonnées. Considérations sur la mobilité des capitales dans les Amériques (XVII^e-XX^e siècles)*. Rennes, PUR.

Annexes

Tableau 1. Référencement des entretiens

Identifiant	Initiales du participant à l'entretien	Genre	Entretien réalisé en	Profession
Entretien 1	A.B.	Homme	mai 2023	Journaliste
Entretien 2	AR.BU.	Homme	juin 2023	Enseignant
Entretien 3	JBN	Homme	juillet 2023	Étudiant
Entretien 4	RUER	Homme	août 2023	Enseignant
Entretien 5	FJDD	Homme	août 2023	Physiothérapeute/ Prêtre
Entretien 6	GIB	Homme	août 2023	Artisan
Entretien 7	ENDU	Homme	août 2023	Homme d'affaires
Entretien 8	NV.VIC	Homme	août 2023	Agent d'administration
Entretien 9	KAJE	Femme	août 2023	Fonctionnaire

Tableau 2. « Littérature grise » utilisée dans le cadre de l'étude

Titre du document	Auteur du document	Année	Type de document
Stratégie de relance du développement de la province de Gitega à l'horizon 2030	Ministère de l'Intérieur et de la formation patriotique	2018	Document stratégique
Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) actualisé de la ville de Gitega, horizon 2050	République du Burundi	2020	Document d'urbanisme
India-Burundi Bilateral Relations	High Commission of India	2020	Rapport
Communiqué de presse n° 28 de la réunion du conseil des ministres du mercredi 27 octobre 2021	Présidence de la République, Secrétariat général de l'État	2021	Communiqué de presse
Stratégie sectorielle du ministère des Infrastructures, de l'Équipement et des Logements sociaux	Ministère des Infrastructures, de l'Équipement et des Logements sociaux (MIELS)	2022	Document stratégique
Décret n° 100/10 du 31 janvier 2022 portant périmètre de la ville de Gitega à l'horizon 2050	Cabinet du président	2022	Décret
Communiqué de presse n° 11 de la réunion du conseil des ministres du mercredi 15 juin 2022	Présidence de la République, Secrétariat général de l'État	2022	Communiqué de presse